

L'université attire peu les élèves wallons picards

14,4 étudiants en 1^{re} année pour 10.000 habitants à Mouscron et Comines, 21,4 à Tournai

Calogero Conti, recteur de l'Université de Mons, a collecté les chiffres de fréquentation des universités en Fédération Wallonie-Bruxelles. Le constat est implacable : notre région a très peu d'élèves inscrits en première année d'université, surtout dans les arrondissements de Mouscron et d'Ath.

En moyenne, 26 jeunes sur 10.000 habitants commencent des études à l'université en Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce taux est bien plus bas en Hainaut en général, mais surtout dans les arrondissements de Mouscron et d'Ath. Ainsi, à Mouscron et Comines, on compte 14,4 étudiants en première année à l'université pour 10.000 habitants. C'est le taux le moins élevé en FWB.

Ath ne fait pas beaucoup mieux avec un taux de 19,3 pour 10.000 habitants. C'est un peu mieux pour l'arrondissement de Tournai où l'on compte 21,4 élèves en première année à l'unif pour 10.000 habitants. À titre d'exemple, dans l'arrondissement de Nivelles, on compte le double d'élèves (42,2). Ces chiffres ont été collectés par Calogero Conti, recteur de l'UMons. Ils datent de la période 2004-2008, « mais depuis, il n'y a pas eu beaucoup d'évolution », précise-t-il.

Comment peut-on expliquer que les chiffres dans le Hainaut, et en particulier en Wallonie picarde soient plus bas qu'ailleurs. Il y a, selon le recteur de l'UMons, trois inégalités qui expliquent cette situation.

> L'inégalité de revenus. Cette inégalité est compensée en partie par l'octroi de bourses, « mais c'est assez limité. Le prix de l'université augmente rapidement dès qu'on doit prendre un kot », souligne Calogero Conti.

> L'inégalité de réussite. « La réussite est influencée par l'indice socio-économique de l'école secondaire. »

> L'inégalité de capital culturel. « Le support familial est déterminant. C'est lui qui influence la décision de se confronter à l'université. Si les parents ont un diplôme universitaire, les enfants iront plus facilement à l'université », explique le recteur de l'UMons.

Une autre explication peut également être avancée : l'éloignement de la Wallonie picarde par rapport aux universités. C'est surtout le cas de Mouscron et de Comines. La plus proche université est à Mons.

Mais pour les étudiants de Comines et Mouscron, c'est déjà loin. Difficile d'y faire ses études sans y koter. ■

SARAH LIBBRECHT

SOLUTIONS

Un complément d'allocations pour les boursiers

Comment agir pour que les élèves wallons picards aient plus de possibilités de suivre un parcours universitaire ?

Selon Calogero Conti, recteur de l'UMons, il y a plusieurs solutions sur lesquelles les universités peuvent travailler. Des solutions qui sont déjà mises en œuvre dans son université. « Le premier point, c'est de consolider notre offre de proximité. On peut proposer des bachelouréats de qualité », explique le recteur de l'université de

Mons.

Le deuxième point sur lequel il faudrait travailler, c'est l'aspect socio-économique. « Il faut accentuer l'aide sociale. À l'Université de Mons, les étudiants boursiers ont un complément d'allocations. » Ce complément permettrait d'aider les familles à payer un kot, un abonnement de train, ou encore d'autres frais liés à la vie universitaire. Calogero Conti avance également la piste de l'aide à la réussite. ■

FRANCE

Peu d'élèves belges chez nos voisins

La proximité de Lille pourrait attirer les Wallons picards et expliquer leur faible nombre dans les universités de la FWB. Mais ce n'est pas le cas. À titre d'exemple, la « catho » de Lille compte 500 étudiants belges, toutes années et toutes régions confondues. Les concours d'entrée les font reculer. ■

ENTRETIEN

« Travaillons sur l'offre de proximité »

Rudy Demotte

MINISTRE-PRÉSIDENT DE LA FWB

Pourquoi compte-t-on si peu d'étudiants universitaires en Wallonie picarde ? Comment l'expliquer ?

La première explication est socio-économique. Une forte majorité d'étudiants qui fréquentent l'université ont au moins l'un des deux parents qui est lui-même universitaire. Cela a évidemment des conséquences sur le contexte économique dans lequel évoluent ces jeunes. Ici c'est clairement l'ascenseur social qui peine à fonctionner. C'est une explication mais ce n'est pas la seule. La proximité de l'offre joue évidemment un rôle important. Faire des études loin de son domicile coûte cher en logement et en déplacement.

Que peut-on mettre en place pour y remédier ?

Au sein du Conseil de Développement de la Wallonie picarde qui compte parmi ses membres des responsables de l'enseignement supérieur de la région, nous avons pointé ces difficultés. Ma première volonté, c'est de travailler sur la proximité de l'offre. C'est pour cette raison que je me suis battu pour la création de l'Euro-Métropolitain E-Campus. En lien avec les universités et les

hautes écoles, l'e-campus propose des formations de type long et même continuée. Nous avons embarqué dans le train du numérique, nous sommes parfaitement en phase avec les attentes de la Wallonie. Ce que je voudrais aussi c'est que les universités en synergie avec les Hautes écoles puissent proposer des premiers cycles sur Tournai. C'est très concret pour aider des jeunes à oser l'université et l'enseignement supérieur, c'est l'accrochage des jeunes à l'université.

Et les Hautes Écoles, quel rôle ont-elles à jouer ?

C'est vrai que nous avons des Hautes Écoles sur le territoire et c'est heureux : elles sont moins nombreuses qu'ailleurs et si nous ne les avions pas, la Wallonie picarde serait encore plus démunie en formation d'enseignement supérieur. D'une manière générale, nous devons viser la « co-diplomation » (université et haute école). Notre région a besoin de toutes les énergies pour continuer à se développer, à entreprendre, à innover. Et ces énergies, elles sont aussi dans les mains de jeunes diplômés universitaires. Nous avons besoin qu'ils puissent se former ici et ensuite travailler dans notre région. C'est un véritable enjeu. ■

LES HAUTES ÉCOLES

Plus proches et plus « professionnelles »

Les étudiants de Wallonie picarde sont peu attirés par les universités. Par contre, les hautes écoles les intéressent. « La proximité est un facteur clé. Le coût joue aussi. Chez nous, un minerval coûte aux alentours de 175 euros. À l'université, c'est 3 ou 4 fois plus. Et si on prend un kot ou qu'on fait le déplacement jusqu'à l'unif, les frais annexes sont vite importants », explique Mitko Vlcev, chef du département des catégories économiques à la Haute École Condorcet. « Les étudiants ne sont pas très mobiles. Et il y a un coût à la mobilité : le kot, les transports... Or, en termes financiers, la situation n'est pas toujours facile en Wallonie picarde. Les étudiants vont alors rechercher un lieu d'études proche », ajoute

France Bouvez, directrice de la catégorie économique de la Haute École en Hainaut (HEC). Les hautes écoles sont également professionnalisantes.

« Sur les 3.000 élèves que comptent toutes les sections de la HEC, 32 % viennent de filières techniques de transition. Dans la section économie en particulier, on compte 64 % d'élèves venant de l'enseignement général. En haute école, l'enseignement est plus concret », précise France Bouvez. « Si on ne veut faire que trois ans d'étude, mieux vaut choisir une haute école avec son enseignement professionnalisant », confirme Mitko Vlcev.

L'offre des hautes écoles s'est aussi étoffée avec les années sur la Wallonie picarde. Il existe ainsi de nombreuses possibilités d'études : les filières économiques (assistant de direction, e-business, immobilier...), sociales (conseiller ou assistant social...), pédago-

giques (instituteur, régent, éducateurs...), paramédicales (infirmier, kiné...), ou encore la communication, l'informatique... ■